

**Nations unies - Syrie - Intervention  
du représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**

(New York, 11 septembre 2018)

Madame la Présidente,

Permettez-moi au nom de la France de commencer par vous dire combien mon pays et tous les Français se sentent proches de leurs amis américains et des Etats-Unis dans leur ensemble en ce jour où nous commémorons ensemble la tragédie du 11 septembre. Permettez-moi aussi d'exprimer le vœu que l'esprit d'unité qui avait marqué le 11 septembre, que j'avais moi-même profondément ressenti en étant à l'époque aux Etats-Unis, puisse inspirer nos travaux.

Madame la Présidente, je remercie la présidence américaine et la Russie pour avoir demandé la tenue de cette réunion dans le prolongement des sessions de la fin de la semaine dernière. Je souhaite concentrer mon propos sur les deux priorités complémentaires - et à nos yeux indissociables - de la France : éviter une escalade militaire à Idlib, qui ouvrirait l'un des chapitres les plus sanglants et les plus lourds de conséquences de la tragédie syrienne ; et enclencher enfin une vraie dynamique pour un règlement politique du conflit. Ce chemin est extrêmement difficile, nous le savons tous, mais il est aujourd'hui, nous en avons la conviction, possible.

1. Malgré les appels convergents de la communauté internationale, dont l'ampleur est peut-être sans équivalent dans l'histoire récente, la réunion de Téhéran n'a pas permis d'obtenir un engagement ferme de la Russie et de l'Iran à préserver la désescalade dont ils s'étaient pourtant portés garants. À l'issue du sommet de Téhéran, les millions de civils syriens qui se trouvent à Idlib n'ont aucune assurance que leur vie sera épargnée. Au contraire, dans la foulée du sommet, l'aviation russe a repris ses bombardements aériens en soutien au régime.

2. Soyons clairs : notre priorité commune reste la lutte contre le terrorisme, et cette priorité peut et doit nous rassembler. La France y prend toute sa part, vous le savez. Mais cette lutte ne peut en aucun cas justifier les attaques indiscriminées contre les civils et les violations graves du droit international humanitaire. Ces attaques sont une tragédie humanitaire mais aussi une absurdité stratégique, en nourrissant le terrorisme qu'elles prétendent combattre. Car la Syrie est bien devenue un incubateur privilégié du terrorisme.

Parmi les trois millions d'habitants qui se retrouvent pris en otage à Idlib, soit je le rappelle davantage que la population de la ville de Paris, nombre d'entre eux sont descendus dans la rue la semaine dernière, pacifiquement, pour dire combien ils sont injustement pris pour cible, exprimer leur refus du terrorisme et rappeler leurs aspirations légitimes à un Etat de droit en Syrie. Ces manifestations massives, dont nous avons vu les images, font apparaître des visages

derrière les chiffres.

Nous savons - et cela a été amplement exposé vendredi - combien une offensive d'ampleur à Idlib aurait des conséquences désastreuses sur le pays et la région, en termes humanitaires, sécuritaires et politiques.

Sur le front humanitaire, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont commencé à rejoindre le Nord d'Idlib pour fuir les bombardements. Ils ne sont que les précurseurs de ce qui pourrait être une nouvelle crise migratoire d'une ampleur sans précédent, dont la Turquie, qui accueille déjà près de 15% de la population syrienne ayant fui les massacres du régime depuis 2011, serait la première à pâtir. Nous devons donc tout faire pour garantir un accès humanitaire sûr, complet et sans entrave à l'ensemble des populations qui en ont besoin. Et je tiens à saluer ici le rôle héroïque des Casques Blancs pour venir en aide aux civils bombardés au péril de leur vie, au milieu des ruines et gravas.

La France tient également à rappeler qu'elle ne tolérera aucun nouvel usage d'armes chimiques, et qu'elle se tient prête, avec ses proches partenaires, à réagir en cas d'attaque chimique. Mes plus hautes autorités politiques se sont exprimées sans ambiguïté sur ce point.

Madame la Présidente,

Préserver le cessez-le-feu et protéger les civils, y compris les personnels humanitaires, doit être la première priorité des acteurs présents sur le terrain. Il faut pour cela que la Russie s'engage. Je salue l'implication des Nations unies pour dissuader une escalade et se préparer à y faire face au cas où elle se déclenche. Nous devons tout faire pour éviter aux civils d'être ciblés. C'est pourquoi notre responsabilité collective est de retourner chaque pierre, de débrancher nos pilotages automatiques pour trouver des convergences et rechercher ensemble toutes les solutions possibles, y compris les plus créatives, pour éviter l'escalade militaire et ouvrir la voie à un règlement politique. Cette solution, si nous savons nous rassembler, est à portée de main. C'est pour cela qu'il faut laisser du temps au dialogue afin de faire émerger des solutions. C'est cela notre première priorité aujourd'hui. La première responsabilité des garants à cette heure est d'éviter l'irréversible et de prendre le temps nécessaire afin de trouver un accord en travaillant avec chacun d'entre nous.

2. Madame la Présidente, soyons clairs : la situation à Idlib est une illustration supplémentaire, s'il en était besoin, de trois faits que chacun doit bien avoir à l'esprit : non, la Syrie n'est pas un pays en voie de normalisation, c'est tout le contraire ; non, la tragédie syrienne n'est pas derrière nous et le pire peut même être à venir en cas d'offensive majeure à Idlib ; et non, la reconquête militaire totale dans laquelle sont engagés le régime et ses soutiens ne permettra pas de stabiliser ce pays et ne peut être que génératrice de chaos, les mêmes causes produisant les mêmes effets. C'est pourquoi, je le redis une fois de plus, la seule issue réelle et durable à ce conflit est une solution politique négociée et acceptable par tous. Il n'y a pas d'autres solutions, pas de raccourcis à ce chemin exigeant de la négociation. C'est pourquoi nos valeurs, comme nos intérêts, comme la realpolitik, nous commandent de nous rassembler pour appuyer résolument et collectivement les efforts de l'envoyé spécial des Nations unies pour relancer le processus de Genève.

Cela passe notamment par la mise en place dans les meilleurs délais du Comité constitutionnel, qui peut être l'accroche pour enclencher enfin une vraie dynamique politique. Ses travaux pourraient commencer sans tarder, de manière véritablement indépendante, sous l'égide des Nations unies. Les termes d'une solution politique plus large sont connus - c'est la résolution 2254 : une constitution, des élections libres et transparentes où tous les Syriens, y compris les déplacés et les réfugiés, pourront voter, et la mise en place d'un environnement sûr et neutre, garanti par des mesures de confiance. Nous sommes à deux semaines de l'Assemblée générale des Nations Unies où nos autorités seront toutes réunies : alors saisissons cette opportunité qui est devant nous.

La feuille de route que nous proposons est claire : un engagement résolu des parties à un cessez-le-feu pour épargner la population civile d'Idlib ; l'accélération du processus politique avec pour première étape un appui collectif au lancement des travaux du Comité constitutionnel ; et le rassemblement des membres du Conseil de sécurité autour d'un agenda politique constructif à l'Assemblée générale pour forcer le destin et arracher une solution pacifique et concertée du conflit. La reconstruction de la Syrie n'est envisageable que sur cette base, lorsqu'une transition politique irréversible, crédible et inclusive sera engagée.

Je le redis à la Russie : la balle est dans votre camp ; prenez des engagements clairs et fermes pour éviter l'irréparable à Idlib et y rassurer les civils ; donnons davantage de temps au dialogue pour identifier une solution pour Idlib, et rassemblons-nous pour tracer ensemble le chemin exigeant vers la paix en Syrie. La France se tient prête à y contribuer, sans perdre une minute. Alors Madame la Présidente, Chers Collègues et Chers Amis, au travail !

Je vous remercie./.